



## NOTE DES AUTORITES FRANÇAISES

**OBJET : Document prévisionnel en application de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables**

Conformément aux dispositions de l'article 4, alinéa 3, de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, les autorités françaises transmettent par la présente à la Commission européenne :

- leur estimation de la production excédentaire d'énergie produite à partir de sources renouvelables, par rapport à la trajectoire indicative définie à l'annexe I de la directive, qui pourrait être transférée à d'autres États membres, conformément aux articles 6 à 11 de la directive, ainsi que leur estimation des possibilités de projets communs jusqu'en 2020 ;
- une estimation de la demande en énergie produite à partir de sources renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale jusqu'en 2020.

Suite à la consultation nationale du « Grenelle de l'Environnement » qui s'est tenue entre 2007 et 2008 et qui a impliqué l'ensemble des acteurs français dans le domaine des énergies renouvelables, la France a mis en place une stratégie ambitieuse de déploiement des énergies renouvelables et de maîtrise de la consommation d'énergie. Cette stratégie vise à augmenter de 20 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) la production annuelle d'énergies renouvelables pour porter leur part dans la consommation finale d'énergie à au moins 23 % d'ici à 2020, pour une production totale prévisionnelle d'au moins 37 Mtep. Cet objectif a été inscrit dans la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. Il correspond à l'objectif de 23 % d'énergie produite à partir de source d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie finale brute, prévu par la directive pour la France.

Etant donné cet engagement législatif, les autorités françaises ne se positionnent à ce stade ni comme acheteur ni comme vendeur a priori pour satisfaire à leur objectif de 23 %.

Pour autant, la France a d'ores et déjà engagé des réflexions pour la mise en œuvre opérationnelle de ces mécanismes. Compte tenu du caractère innovant des mécanismes de flexibilité, la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire adapté pour l'importation et l'exportation d'électricité d'origine renouvelable nécessitera un travail de fond important. La France est prête à engager ce travail, en s'appuyant notamment sur les échanges avec les autres États membres dans le cadre de l'action concertée prévue par la Commission européenne pour la mise en œuvre de la directive.

Par ailleurs, les autorités françaises rappellent leur engagement en faveur du Plan solaire méditerranéen dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. Le modèle économique de ce plan est notamment basé sur la possibilité, pour l'électricité d'origine renouvelable produite dans les pays du pourtour méditerranéen non membres de la Communauté européenne, d'être vendue dans les États membres de la Communauté. Les partenariats noués dans le cadre du Plan solaire méditerranéen pourraient donc conduire la France à importer une certaine quantité d'électricité d'origine renouvelable de pays non membres de la Communauté, dans le cadre de projets communs. De telles importations ne peuvent être quantifiées à ce stade.

Le tableau suivant récapitule les transferts d'énergies renouvelables prévus par la France dans le cadre des mécanismes de flexibilité, conformément aux tableaux 4a et 9 de la décision de la Commission du 30 juin 2009 établissant un modèle pour les plans d'action nationaux en matière d'énergies renouvelables conformément à la directive 2009/28/CE (C(2009) 5174 final).

Estimation de la production excédentaire et / ou déficitaire d'énergie produite à partir de sources renouvelables, par rapport à la trajectoire indicative, qui pourrait être transférée à / provenir d'autres États membres en France

[illegible]